









Manquement à une obligation essentielle et clause limitative de responsabilité

(Com. 13 févr. 2007, n° 05-17.407, D. 2007.654, obs. X. Delpech , RLDC 2007/38, n° 2511, note G. Loiseau ; Com. 5 juin 2007, n° 06-14.832, à paraître au Bulletin, D. 2007.1720, obs. X. Delpech )

Bertrand Fages, Professeur à l'Université Paris XII

A quelques mois d'intervalle, la chambre commerciale a rendu deux arrêts très significatifs de la lutte qu'elle entend conduire, au nom de la préservation du fondement du contrat, contre les clauses tendant à limiter la responsabilité du débiteur en cas de manquement à une obligation essentielle. Même insérées dans des contrats conclus entre professionnels, ces clauses sont tout bonnement réputées non écrites, ce que l'arrêt du 5 juin 2007, dans un litige opposant la société Thales au commissionnaire de transport Extand, rappelle avec la plus grande netteté sous le double visa des articles 1131 et 1134 du code civil.

La solution, certes, n'est pas nouvelle. Elle se situe dans la lignée du célèbre premier arrêt *Chronopost* qui, à l'époque sous le seul visa de l'article 1131, avait énoncé que « spécialiste du transport rapide garantissant la fiabilité et la célérité de son service, la société Chronopost s'était engagée à livrer les plis ... dans un délai déterminé, et qu'en raison du manquement à cette obligation essentielle la clause limitative de responsabilité du contrat, qui contredisait la portée de l'engagement pris, devait être réputée non écrite » (Com. 22 oct. 1996, RTD civ. 1997. 418 ). Mais à la différence de ce qui se passe en matière de contrat-type de messagerie, où l'éradication de la clause limitative est aussitôt tempérée par l'application supplétive d'un plafond légal de réparation institué par décret (Com. 9 juill. 2002, Bull. civ. IV, n° 121), lequel ne peut lui-même être écarté qu'en cas de faute lourde appréciée de façon restrictive, c'est-à-dire uniquement en fonction du comportement du débiteur (Cass., ch. mixte, 22 avr. 2005, RTD civ. 2005. 779  ; D. 2005.1225, obs. E. Chevrier , D. 2005.1864, note J.-P.Tosi , D. 2005.2748, obs. H. Kenfack  et 2836, obs. S. Amrani Mekki et B. Fauvarque-Cosson ), ces deux arrêts montrent tout ce que cette solution peut avoir de radical pour celui qui, lors de la conclusion du contrat, croyait avoir efficacement limité sa responsabilité. Car, si l'on y réfléchit bien, voici un débiteur dont le comportement n'a probablement pas été suffisamment critiquable pour caractériser une faute lourde - car, dans ce cas, une simple application de l'article 1150 du code civil aurait permis d'écarter la clause, sans qu'il soit besoin de se référer à la notion d'obligation essentielle - mais qui se voit privé après coup, par la double constatation judiciaire du caractère essentiel de l'obligation et d'un manquement ultérieur à cette obligation, du bénéfice d'une clause limitative dont il n'est pas dit, s'agissant d'un contrat conclu entre deux professionnels, qu'elle n'ait pas été individuellement négociée. Dans l'arrêt du 13 février 2007, la clause litigieuse était ainsi contenue dans un important contrat informatique conclu entre les sociétés Oracle et Faurecia ; contrat destiné à déployer un nouveau logiciel sur l'ensemble des sites de l'équipementier automobile, ce qui constituait ici l'« objectif final » d'un ensemble d'actes conclus le même jour entre ces deux sociétés. Or, on n'imagine pas que, dans ce type d'opération contractuelle, marquée par le sur-mesure, cette stipulation relative à la responsabilité du prestataire de service informatique n'ait pas fait l'objet d'une discussion entre les parties avant d'être acceptée telle quelle en connaissance de cause.

De là, avouons-le, un sentiment quelque peu mitigé à l'idée qu'une telle clause puisse être aussi facilement écartée. Il ne faut pas perdre de vue qu'à l'origine la jurisprudence *Chronopost* a été conçue pour lutter contre des stipulations non négociées, incluses dans des contrats de masse, et directement contraires à une promesse publicitaire. Cela était parfaitement légitime. Mais est-il bien cohérent que, de fil en aiguille, cette jurisprudence gagne l'ensemble des contrats d'affaires, tandis que la société Chronopost, elle, continue à

passer superbement entre les gouttes ?

C'est dire qu'il y a probablement quelque chose à revoir dans la jurisprudence actuelle. Sans doute faut-il avoir plus d'égards pour la nature du contrat et ménager un sort plus favorable aux clauses limitatives ayant fait l'objet d'une négociation individuelle entre les parties. Car, après tout, sans même citer l'article 1150, tant les articles 1131 et 1134 du code civil, auxquels il est fait ici solennellement référence, invitent à ne pas faire totalement abstraction de la période de conclusion du contrat...

**Mots clés :**

CONTRAT ET OBLIGATIONS \* Résiliation \* Contrat de licence \* Maintenance \* Formation \* Mise en oeuvre \* Responsabilité contractuelle \* Clause limitative de responsabilité \* Faute lourde \* Obligation essentielle \* Force majeure

TRANSPORT TERRESTRE \* Transport routier \* Cause \* Clause limitative de responsabilité \* Obligation essentielle \* Commissionnaire de transport